

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

JUIN



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT - MOROCCO







### Extraits de Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

*«...Notre choix de valoriser les ressources humaines, sachant que le Capital Humain est le levier du développement et la source des richesses. Il est également le vecteur de transformation et de gestion des autres ressources et de leur intégration au processus de développement ».*

**Discours du Trône, 30 juillet 2000**

*« Nous préconisons de s'atteler à la réforme du régime des terres collectives, et apprécions l'ouverture d'un dialogue à cet effet, ainsi que l'exploitation et la capitalisation de ses résultats et de ses retombées fondamentales. Le but recherché est de mettre à niveau les terres soulaliyates et de faire en sorte qu'elles puissent apporter leur contribution à l'effort de développement. Il s'agit, en outre, d'en faire un moyen d'intégration des ayant-droits dans cette dynamique nationale, dans le cadre des principes de droit et de justice sociale, en dehors de toute considération surannée ».*

**Message aux participants aux Assises nationales sur  
"la politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social"  
08 décembre 2015**

# TABLE DES MATIÈRES



## ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

## EDITORIAL DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE MCA-MOROCCO

### A PROPOS DE L'AGENCE MCA-MOROCCO

- Notre mission
- Nos instances de gouvernance
- Nos outils de gouvernance
- Notre organisation
- Nos forces pour agir

### A PROPOS DU COMPACT II

### NOS RÉALISATIONS AU TITRE DE LA DEUXIÈME ANNÉE DU COMPACT II

- Education secondaire
- Formation professionnelle
- Emploi
- Gouvernance du foncier
- Foncier industriel
- Foncier rural

### NOS RÉALISATIONS FINANCIÈRES

### ANNEXE : PRINCIPAUX JALONS DE LA MISE EN ŒUVRE DU COMPACT II

# ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS



ANAPEC	: Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
ANCFCC	: Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie
ANLCA	: Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme
BAD	: Banque Africaine de Développement
BO	: Bulletin Officiel
CESE	: Conseil Économique, Social et Environnemental
CGEM	: Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CNEEO	: Centre National des Examens, de l'Évaluation et de l'Orientation
COS	: Conseil d'Orientation Stratégique
CSEFRS	: Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique
DEN	: Département de l'Éducation Nationale
DSI	: Direction du Système d'Information
EFP	: Etablissement de formation professionnelle
EFPP	: Etablissement de formation professionnelle privé
FAP	: Fiscal Accountability Plan
FBR	: Financement Basé sur les Résultats
FM	: Fès-Meknès
FONZID	: Fonds des Zones Industrielles Durables
FP	: Formation professionnelle
GCAM	: Groupe Crédit Agricole du Maroc
GIS	: Genre et Inclusion Sociale
INDH	: Initiative Nationale pour le Développement Humain
MCA	: Millennium Challenge Account
MCC	: Millennium Challenge Corporation
MENFPESRS	: Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
MIAES	: Modèle Intégré d'Amélioration des Etablissements d'Enseignement Secondaire
MIICEN	: Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Numérique
MS	: Marrakech-Safi
ONCA	: Office National du Conseil Agricole
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ORMVAG	: Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb
ORMVAH	: Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Haouz
PAGIS	: Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale
PEI	: Projet d'Etablissement Intégré
PEPP	: Plan d'Engagement des Parties Prenantes
PIA	: Program Implementation Agreement
PMO	: Project Management Office
PPP	: Partenariat Public-Privé
PSE	: Plan de Suivi et Evaluation
SEFP	: Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle
SFI	: Société Financière Internationale
SFP	: Système de la Formation Professionnelle
SGES	: Système de Gestion Environnementale et Sociale
TTH	: Tanger-Tétouan-Al-Hoceima
UGP	: Unité de Gestion des Projets
USD	: Dollar américain





## EDITORIAL

DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'AGENCE MCA-MOROCCO



### ABDELGHNI LAKHDAR

Ce rapport d'activité a pour objet de rendre compte pour la deuxième année de la mise en œuvre du Compact II, conclu entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation (MCC) et entré en vigueur le 30 juin 2017 pour une durée de 5 ans. Des avancées appréciables ont été enregistrées au cours de cet exercice au niveau de tous les volets du Compact II comme cela est mis en évidence par le présent rapport.

Il en est ainsi du projet « Education et formation pour l'employabilité » dont l'exécution au cours de la deuxième année a été marquée par le lancement de la mise en œuvre des Projets d'Établissement Intégrés (PEI) dans la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, la finalisation d'un plan de formation dans les domaines pédagogique et managérial qui ciblera près de 6.000 enseignants et cadres administratifs, la sélection de 15 projets pour bénéficier du financement du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle et le lancement de l'appel à projets d'un programme pilote d'insertion dans le marché du travail via le financement basé sur les résultats (FBR).

S'agissant du projet « Productivité du foncier », il a vu le démarrage des travaux techniques et de terrain de l'opération pilote de melkisation de 66.000 Ha de terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation du Gharb (51.000 Ha) et du Haouz (15.000 Ha) et le lancement de l'appel à projet du Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID).

Outre les activités à caractère opérationnel, la deuxième année du Compact II a été une année tournée vers les volets de conception et de mise en œuvre des réformes. A cet égard, l'Agence, en collaboration avec les parties prenantes, a arrêté les actions d'appui prioritaires à la réforme de la formation professionnelle et à l'amélioration du dispositif actuel d'observation et d'analyse du marché du travail. Elle a, en outre, finalisé les études préalables à la mise en place d'un cadre juridique spécifique aux espaces d'accueil industriels.

Le chemin parcouru est important. Durant les deux premières années du Compact II, nous avons pu assoir les bases nécessaires pour la construction d'un projet complexe et novateur qui, non seulement aura des effets positifs sur les bénéficiaires potentiels, mais constituera également un apport important aux chantiers de réformes que notre pays s'attèle à réaliser, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi et du foncier. Si nous nous félicitons légitimement des avancées enregistrées, il n'en reste pas moins que nous sommes pleinement conscients des défis à relever, surtout que les attentes sont importantes et les délais relativement courts. Nous demeurons, cependant, convaincus qu'avec l'appui et la sollicitude constants de notre Conseil d'Orientation Stratégique, l'implication effective de toutes les parties prenantes aux niveaux central, régional et local, l'engagement de tous les instants du personnel de l'Agence, la consolidation de l'esprit de concertation et de collaboration entre toutes les parties et, bien entendu, le concours crucial de MCC, nous atteindrons les objectifs fixés.



# A PROPOS DE L'AGENCE MCA-MOROCCO

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) a été créée en septembre 2016 en vertu de la loi n° 24.16, conformément aux dispositions de l'accord dénommé Millennium Challenge Compact (Compact) conclu le 30 novembre 2015 entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, agissant par le biais de Millennium Challenge Corporation (MCC). L'Agence MCA-Morocco est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

## NOTRE MISSION

L'Agence MCA-Morocco est chargée de la mise en œuvre du programme objet du Compact II. A ce titre, elle a pour missions :

- l'exécution des engagements et responsabilités incombant au Gouvernement du Royaume du Maroc aux termes du Compact II et de l'accord de mise en œuvre du programme (*Program Implementation Agreement*, PIA) ;
- le suivi et la supervision de la mise en œuvre du Programme du Compact II ;
- la coordination nécessaire avec les parties prenantes aux différents projets ;
- la liaison entre MCC et le Gouvernement en matière d'exécution du Compact II.

## NOS INSTANCES DE GOUVERNANCE

En vue de mettre en œuvre le Compact II dans les délais impartis, l'Agence MCA-Morocco est dotée d'une structure de gouvernance solide, chapeautée par le Conseil d'Orientation Stratégique (COS) et comprenant en outre un Comité de gestion et une Commission de suivi et de gestion.

**Le Conseil d'Orientation Stratégique**, présidé par le Chef du gouvernement, dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Agence MCA-Morocco et règle par ses délibérations les questions générales intéressant l'Agence. Il s'agit notamment de :

la supervision et la coordination de la mise en œuvre du programme conformément aux termes du Compact II ;

- l'approbation des accords d'exécution devant être conclus avec les départements ministériels, les établissements publics ou toutes autres structures chargées de l'exécution des composantes et projets du Compact II ;
- l'approbation des contrats conclus entre l'Agence et les tiers ;
- l'approbation des conventions de partenariat conclues par le Directeur général de l'Agence.

Le COS compte parmi ses membres délibérants :

- les autorités gouvernementales en charge des secteurs concernés par les projets et activités du programme, à savoir les ministres chargés de l'Intérieur, des Finances, de l'Agriculture, de l'Education Nationale, de la Formation professionnelle, de l'Industrie et de l'Emploi ;
- un représentant de l'organisation la plus représentative des entreprises privées du Maroc, en l'occurrence la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) ;
- un représentant issu des associations œuvrant dans le domaine de l'éducation ;
- une représentante issue des organisations féminines opérant dans les secteurs en relation avec le programme objet du Compact II.

**Le Comité de gestion**, prévu par l'article 3 de la loi n° 24.16 portant création de l'Agence, assiste le COS dans « la supervision de l'exécution du programme objet du Compact II ». Cet organe, présidé par le Directeur général de l'Agence, est composé des directeurs des structures « métier » et « d'appui » de celle-ci. Il assure notamment le suivi des aspects opérationnels liés à la mise en œuvre du programme. Le Comité de gestion se réunit une fois par quinzaine et chaque fois que cela est nécessaire.

Enfin, **la Commission de suivi et de gestion**, qui est l'émanation du COS, a pour missions de :

- (i) apporter l'appui nécessaire à l'Agence en matière de gestion des risques et de résolution des problèmes en relation avec la mise en œuvre des projets du Compact II ;
- (ii) contribuer à la préparation des sessions du COS, en proposant l'ordre du jour de la réunion qui sera arrêté par le président du COS et en examinant les projets de résolutions destinées au COS avant de les soumettre à l'approbation de celui-ci ;
- (iii) assurer, pour le compte du COS, le suivi des engagements et des paiements et alerter, le cas échéant, sur les situations nécessitant une vigilance particulière ou un appui urgent des autorités compétentes, notamment le Chef du Gouvernement en sa qualité de Président du COS.

Cette commission, dont le secrétariat est assuré par l'Agence MCA-Morocco, est présidée par un représentant des Services du Chef du Gouvernement et compte comme membres les suppléants des représentants des autorités gouvernementales membres du COS ayant au moins rang de directeur de l'Administration centrale. Le Directeur général de l'Agence siège à la commission à titre consultatif.



## NOS OUTILS DE GOUVERNANCE

Outre les dispositions du Compact et de l'Accord d'exécution du programme (*Program Implementation Agreement*, PIA), la mise en œuvre des projets du Compact II est encadrée par les directives de l'Agence MCA-Morocco et de MCC, transcrites notamment dans les documents suivants :

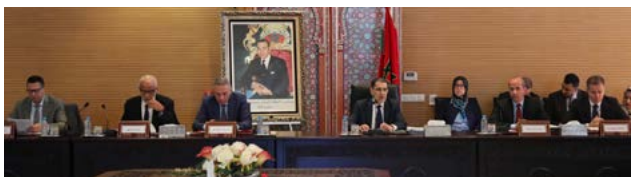
**Les accords d'exécution :** pour faciliter la mise en œuvre des différentes activités du Compact II, des accords d'exécution sont signés avec les départements ministériels et les établissements publics bénéficiaires desdites activités ou intervenant dans leur mise en œuvre. A ce titre, quatre accords de ce genre ont été conclus par l'Agence avec ses partenaires publics. Chaque accord définit les rôles et responsabilités de chacune des parties. Il définit aussi les mécanismes et les instances de coordination et institue, au sein des entités publiques concernées, des Unités de Gestion de Projets (UGP) qui sont des structures *ad hoc* mobilisées pour la mise en œuvre du projet avec l'Agence MCA-Morocco.

**Les directives de passation de marchés de MCC :** conformément à la Section 3.6 du Compact, l'Agence MCA-Morocco doit veiller à ce que

l'acquisition de tous les biens, travaux et services, pour l'exécution du programme, soit en conformité avec les directives de passation des marchés de MCC.

**Les directives de MCC en matière de gestion financière :** conformément à la Section 2.2 du PIA, l'Agence MCA-Morocco a élaboré un manuel de procédures (*Fiscal Accountability Plan*, FAP) qui définit les modalités et procédures relatives à toutes les activités financières et de passation des marchés de l'Agence. Ce manuel, approuvé par MCC, préconise des procédures équitables et transparentes dans l'administration des fonds et dans l'acquisition des biens et services, et garantit l'utilisation appropriée de ces fonds, ainsi que la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables.

**Le plan d'audit :** adopté le 15 mars 2019 par le COS de l'Agence, le plan d'audit est établi en vertu de la Section 3.8(a) du Compact, qui exige du Gouvernement de réaliser ou de faire réaliser annuellement des audits financiers de tous les décaissements opérés sur les fonds du Compact II.

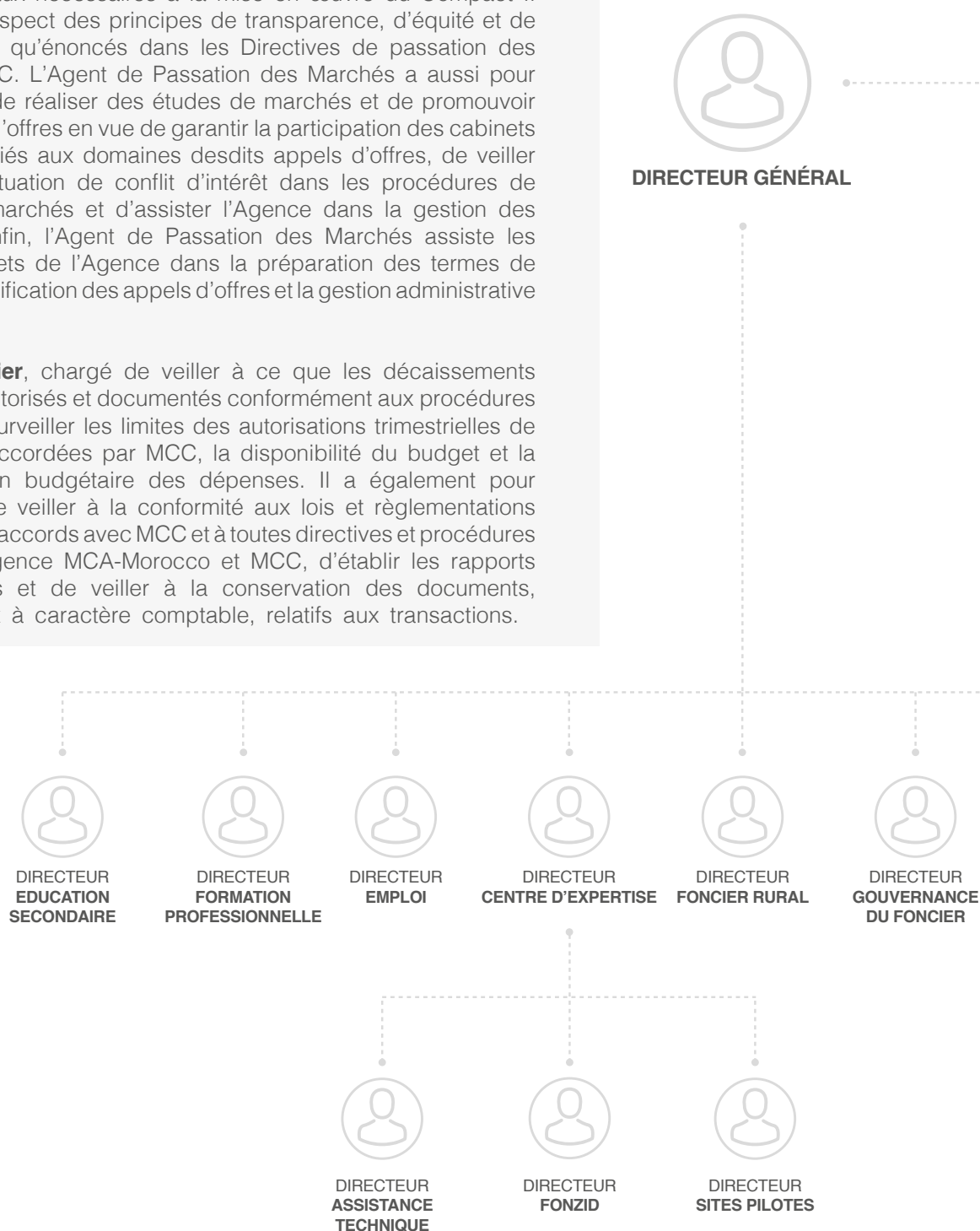


## NOTRE ORGANISATION

Gérée par un Directeur général, l'Agence MCA-Morocco comprend des structures fonctionnelles et des structures d'appui.

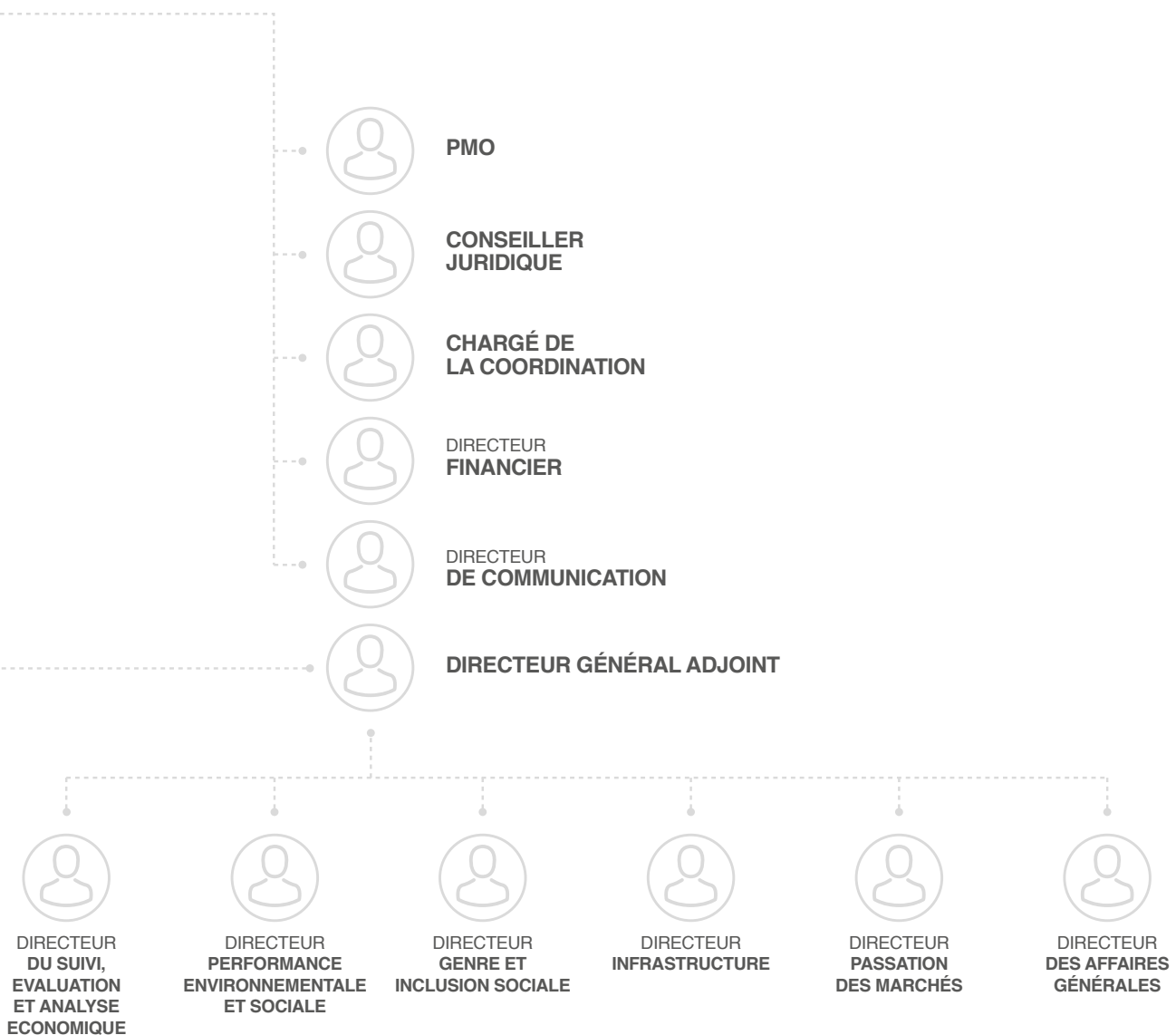
Pour l'accomplissement de ses missions, l'Agence MCA-Morocco est appuyée par les ressources suivantes :

- **Les Unités de Gestion de Projets (UGP)**, mises en place au niveau des parties prenantes (départements ministériels et établissements publics) pour superviser la mise en œuvre des activités relevant du Compact II, tout en bénéficiant d'une assistance technique de l'Agence ;
- **L'Agent de Passation des Marchés**, chargé de gérer et d'administrer le processus de sélection des prestataires pour l'acquisition des biens, services et travaux nécessaires à la mise en œuvre du Compact II et ce, dans le respect des principes de transparence, d'équité et de compétition, tels qu'énoncés dans les Directives de passation des marchés de MCC. L'Agent de Passation des Marchés a aussi pour responsabilités de réaliser des études de marchés et de promouvoir certains appels d'offres en vue de garantir la participation des cabinets les plus appropriés aux domaines desdits appels d'offres, de veiller à éviter toute situation de conflit d'intérêt dans les procédures de passation des marchés et d'assister l'Agence dans la gestion des réclamations. Enfin, l'Agent de Passation des Marchés assiste les équipes de projets de l'Agence dans la préparation des termes de référence, la planification des appels d'offres et la gestion administrative des contrats ;
- **L'Agent Financier**, chargé de veiller à ce que les décaissements soient dûment autorisés et documentés conformément aux procédures de MCC et de surveiller les limites des autorisations trimestrielles de déboursement accordées par MCC, la disponibilité du budget et la bonne imputation budgétaire des dépenses. Il a également pour responsabilité de veiller à la conformité aux lois et réglementations applicables, aux accords avec MCC et à toutes directives et procédures fournies par l'Agence MCA-Morocco et MCC, d'établir les rapports financiers requis et de veiller à la conservation des documents, notamment ceux à caractère comptable, relatifs aux transactions.





## L'ORGANIGRAMME DE L'AGENCE.

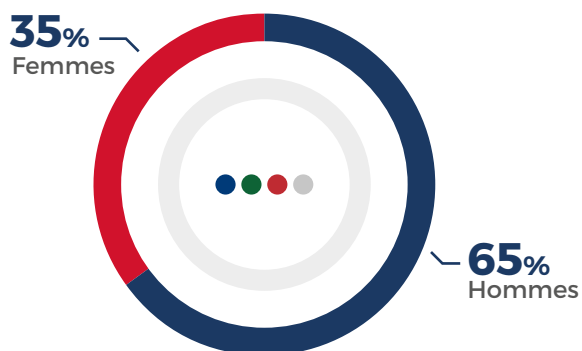


## NOS FORCES POUR AGIR

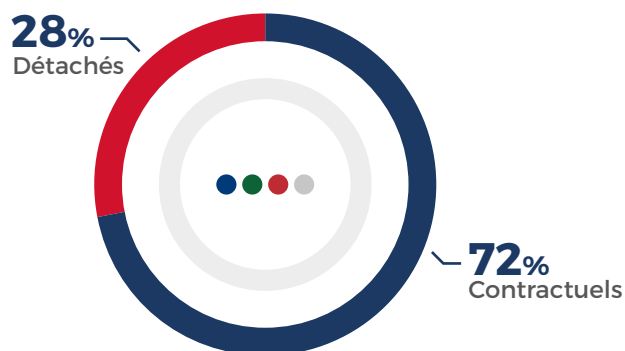
Au 30 juin 2019, l'effectif de l'Agence MCA-Morocco s'élevait à un total de 65 employés, incluant notamment, 18 postes clés (Directeur général, Directeur général adjoint et Directeurs), 41 postes de Managers et Officers, 2 assistantes et 4 chauffeurs.

Le recrutement au niveau de l'Agence répond aux hauts standards en la matière. La répartition du personnel de l'Agence par type de diplôme témoigne de ce niveau d'exigence élevé. En effet, 40% des employés de l'Agence sont des ingénieurs et 32% ont poursuivi de hautes études universitaires.

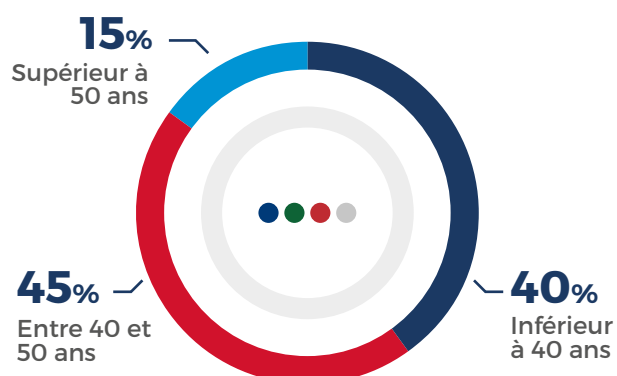
RÉPARTITION DU PERSONNEL SELON LE SEXE



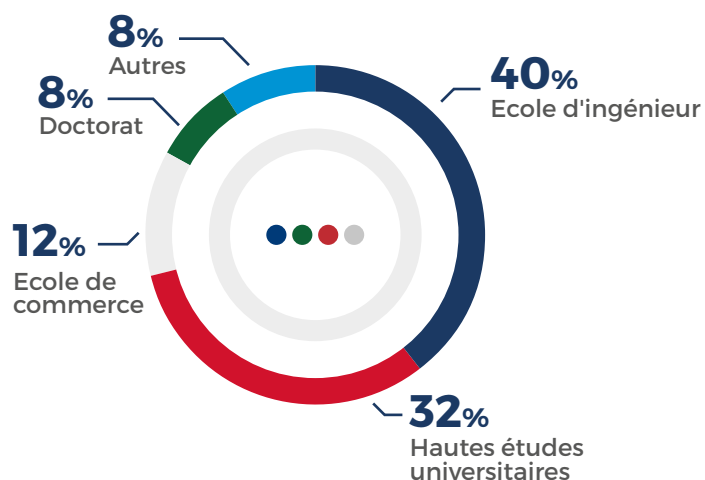
RÉPARTITION DU PERSONNEL SELON LES STATUTS



RÉPARTITION DU PERSONNEL SELON LES CATÉGORIES D'ÂGE



RÉPARTITION DU PERSONNEL SELON LE TYPE DE DIPLÔME







## NOTRE SYSTÈME DE GESTION

S'alignant sur les meilleurs standards et pratiques en vigueur à l'échelle internationale en matière de gestion des projets, et plus particulièrement sur les politiques et orientations pertinentes de MCC, l'Agence MCA-Morocco s'est fait un devoir de veiller à la bonne conduite du Compact II, en érigeant un système singulier de gestion de ses projets et en s'appuyant sur plusieurs outils éprouvés, dont notamment :

- **un Plan de Suivi & Evaluation (PSE)** qui décrit la démarche prévue par l'Agence pour apprécier, par rapport à une situation de référence, les progrès réalisés par les projets aux niveaux des processus, extrants, effets et impacts. Outre les volets de suivi et évaluation, ce plan comprend deux autres volets correspondant à l'analyse économique et à l'analyse des bénéficiaires des différentes activités du Compact II ;
- **un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES)** qui identifie les grands enjeux environnementaux et sociaux (risques et opportunités) liés aux activités du Compact II, les parties prenantes et les actions à entreprendre, ainsi que les moyens humains et les ressources financières requis pour sa mise en œuvre sous forme d'un programme de gestion. S'inspirant des normes de performance de la Société Financière Internationale (SFI), tout en se conformant à la réglementation
- environnementale et sociale marocaine, le SGES est régulièrement alimenté à partir des données issues du terrain, compilées au niveau des UGP, consolidées et régulièrement évaluées et revues au niveau de l'Agence MCA-Morocco et communiquées à la Direction générale ;
- **un Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS)** qui reflète l'engagement des parties prenantes au Compact II à promouvoir l'inclusion sociale et le genre, aussi bien sur les plans organisationnel et institutionnel que sur les plans de la planification, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des activités du Compact II. Ce document de référence permet, en effet, de définir les objectifs des différentes activités du Compact II en termes d'inclusion sociale et de genre et de structurer les actions planifiées et les échéances y afférentes, ainsi que les indicateurs pertinents de mesure des progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs escomptés ;
- **une structure PMO (Project Management Office)** rattachée à la Direction générale, dont les principales missions consistent à planifier les activités relevant du Compact II et à en maîtriser l'exécution, afin de respecter le coût, le délai et la qualité requise.



## A PROPOS DU COMPACT II



Le Gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par MCC et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC au Compact II, entré en vigueur le 30 juin 2017, s'élève à 450 millions USD, auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain. Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le choix de ces deux projets, qui se focalisent sur deux priorités nationales, est le fruit d'une analyse des contraintes à la croissance économique qui a été menée par le Gouvernement marocain et

MCC, en collaboration avec la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette analyse a permis d'identifier, parmi les contraintes majeures à la croissance, la faiblesse de la qualité du capital humain et son inadéquation avec les besoins des entreprises et l'accès difficile des investisseurs au foncier comme les deux priorités du Compact II.

Les objectifs de ces deux projets, qui sont en ligne avec les Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI portant sur la valorisation du capital humain et la mobilisation du foncier au service de la promotion de l'investissement, convergent avec les objectifs des stratégies sectorielles engagées par le Maroc, telles que la Vision 2015-2030 de réforme du système d'éducation et de formation, la Stratégie de la formation professionnelle 2021, le Plan national de promotion de l'emploi, le Plan d'accélération industrielle et le Plan Maroc Vert.

## PROJET « EDUCATION ET FORMATION POUR L'EMPLOYABILITÉ »

**Le projet « Education et formation pour l'employabilité »**, dont le budget est de l'ordre de 220 millions USD, a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et de l'accès équitable à ces programmes, afin de mieux répondre aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de trois activités, à savoir « Education secondaire », « Formation professionnelle » et « Emploi ».

**L'activité « Education secondaire »** (112,6 millions USD) comprend trois composantes fondamentales : (i) le développement d'un Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements d'Enseignement Secondaire (MIAES), basé sur le renforcement de leur autonomie administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages à travers des réhabilitations adéquates des infrastructures scolaires et la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique. Ce modèle sera déployé dans 90 établissements d'enseignement secondaire, répartis sur trois régions (Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès et Marrakech-Safi) ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » ; et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

## PROJET « PRODUCTIVITÉ DU FONCIER »

**Le projet « Productivité du foncier »**, dont le budget s'élève à 170 millions USD, vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et ce, grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

**L'activité « Gouvernance du foncier »** (10,5 millions USD) permettra d'appuyer le Gouvernement dans : (i) l'élaboration d'une stratégie nationale foncière et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.

**L'activité « Foncier industriel »** (127 millions USD) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) l'assistance technique en matière de développement et de gestion des zones industrielles ; (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le PPP et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) la mise en place du Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)

**L'activité « Formation professionnelle »** (80,42 millions USD) s'articule autour de deux composantes : (i) la mise en place du Fonds « Charaka » dédié au financement de la création ou de l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) et de la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, ou le secteur privé joue un rôle de premier plan dans la gouvernance des centres ; et (ii) l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.

**L'activité « Emploi »** (27 millions USD) couvre quatre composantes : (i) l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail ; (ii) la promotion de l'emploi inclusif des populations en difficulté d'insertion, notamment les femmes, les personnes non-diplômées et les diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle en situation de chômage de longue durée, à travers un financement basé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion ; (iii) l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail ; et (iv) l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles. Ce fonds, mis en place conjointement avec le ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie numérique (MIICEN), sera doté de 30 millions USD, dont 50% sera apportée par ce ministère.

**L'activité « Foncier rural »** (33 millions USD) a pour objectif de développer une procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés privées au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »), et de mettre en œuvre, à titre pilote et selon cette procédure, la melkisation de 66.000 hectares de terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation du Gharb (51.000 Ha) et du Haouz (15.000 Ha). Pour maximiser les retombées de l'opération de melkisation, des mesures d'accompagnement sont envisagées. Ces mesures portent notamment sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires pour la réalisation des investissements et la valorisation des terres melkisées, le renforcement des capacités des agriculteurs et le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois.





# NOS RÉALISATIONS AU TITRE DE LA DEUXIÈME ANNÉE DU COMPACT II



## EDUCATION SECONDAIRE



L'Agence MCA-Morocco, en coopération avec ses parties prenantes, a réussi à impulser une dynamique soutenue au profit de l'activité « Education secondaire ». Les trois composantes de cette activité ont réalisé des avancées notables, avec notamment (i) le déploiement progressif du Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire (MIAES) dans les 90 établissements retenus au niveau des trois régions cibles, (ii) le renforcement du système d'information « Massar » et celui de l'évaluation des acquis des élèves, et (iii) le développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

### DÉVELOPPEMENT D'UN MODÈLE INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

## CHIFFRES CLÉS

**80.886**

ÉLÈVES INSCRITS AU NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES DU MIAES :

- o Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima : 32.010
- o Région Fès-Meknès : 23.601
- o Région Marrakech-Safi : 25.275

BUDGET ALLOUÉ AU MIAES :

**97,92**  
MILLIONS USD

**4.088**

ENSEIGNANTS AU NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS BÉNÉFICIAIRES DU MIAES

**8.642**

NOMBRE D'ÉLÈVES PARTICIPANT AUX ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

La deuxième année du Compact II s'est ainsi distinguée par la **poursuite du développement et du déploiement du MIAES**, principale composante de l'activité « Education secondaire », à un rythme soutenu. Après l'élaboration de 34 Projets d'Établissements Intégrés (PEI) dans les collèges et lycées bénéficiaires au niveau de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (TTH) et le démarrage de leur

mise en œuvre, l'Agence MCA-Morocco a amorcé le même processus dans les 56 établissements retenus dans les Régions Fès-Meknès (FM) et Marrakech-Safi (MS). Un atelier de partage à l'échelle nationale avait, d'ailleurs, été organisé pour permettre le lancement des 56 PEI dans les meilleures conditions possibles, en capitalisant au mieux sur l'expérience de la Région TTH.

## ELABORATION DES PEI DES 56 ÉTABLISSEMENTS RELEVANT DES RÉGIONS FÈS-MEKNÈS ET MARRAKECH-SAFI



Parallèlement, des études techniques relatives au diagnostic de l'infrastructure des établissements de la Région TTH ont été réalisées en prévision du lancement des travaux de réhabilitation au mois de juillet 2019. L'Agence MCA-Morocco a également identifié, en coordination avec le Département de l'Éducation Nationale, les besoins en équipements informatiques et didactiques des 90 établissements scolaires bénéficiaires du MIAES au niveau des trois régions. Le marché pour l'acquisition, la livraison et l'installation des équipements informatiques au profit des 90 établissements scolaires bénéficiaires du projet a été lancé en juin 2019.

Par ailleurs, l'Agence a finalisé un plan de formation en pédagogie et en management, au profit d'environ 6.000 bénéficiaires parmi les cadres pédagogiques et administratifs des établissements cibles.

Dans le cadre du **Fonds de Partenariat de l'Éducation pour l'Employabilité** couvrant des activités parascolaires, de soutien scolaire et de formation en soft-skills, l'année scolaire 2018-2019 a été marquée par le déploiement des activités de soutien scolaire et l'élaboration du dispositif d'évaluation y afférent, en concertation avec le Centre National de l'Évaluation, des Examens et de l'Orientation (CNEEO). Dans ce



cadre, des formations ont été dispensées au profit de 621 enseignants, en vue de leur permettre d'assimiler la mise en œuvre de ce dispositif innovant en matière de soutien scolaire.

Concernant la mise en place des clubs d'activités parascolaires, des ateliers de partage ont été organisés au profit de 250 enseignants dans quatre directions provinciales de la Région TTH. La mise en œuvre d'une partie de ces activités a démarré en avril 2019.

L'année scolaire 2018-2019 a également été marquée par la sélection d'un projet de formation en soft skills et de vulgarisation scientifique, qui sera déployé dans les 56 établissements d'enseignement secondaire bénéficiaires du MIAES dans les Régions FM et MS, et qui bénéficiera à près de 30.000 élèves.

Enfin, en termes d'autonomisation financière des établissements, et au titre de la 2<sup>ème</sup> année du Compact II, un budget discrétionnaire global de 2,96 millions de dirhams (DH), géré par les directeurs d'établissements, a été versé aux 34 établissements bénéficiaires du projet au niveau de la Région TTH.

## MODÈLE INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Le développement du Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire (MIAES) consiste en un appui intégré au niveau de trois domaines clés d'intervention : (i) management des établissements, (ii) pédagogie centrée sur l'élève et (iii) amélioration de l'infrastructure. Ce modèle s'appuie sur le levier du PEI, en tant qu'outil élaboré de manière participative.

Plus concrètement, chaque établissement ciblé par le MIAES bénéficiera, dans le cadre d'une approche contractuelle, d'un programme d'appui intégré qui portera sur :

- le renforcement de son autonomie financière ;
- le renforcement des capacités de ses acteurs à travers des formations portant sur les volets « Pédagogie » et « Management » ;
- le renforcement de ses moyens en le dotant des équipements informatiques et didactiques nécessaires à l'innovation pédagogique ;
- la réhabilitation de ses infrastructures pour créer un environnement physique d'apprentissage adapté.

Ce programme est élaboré sur la base des besoins exprimés dans les PEI et des éléments dégagés des diagnostics techniques établis de manière participative avec les parties prenantes concernées.

Le MIAES sera déployé dans 90 collèges et lycées, répartis sur trois régions du Royaume (Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès et Marrakech-Safi). Ces régions ont été choisies selon un ciblage fondé sur les besoins en termes d'éducation, les indicateurs de pauvreté, ainsi que sur les opportunités économiques et d'emplois offertes.

Pour renforcer et pérenniser les interventions prévues dans le cadre de cette composante, un Fonds de Partenariat de l'Éducation pour l'Employabilité a été créé pour le soutien à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les collèges et les lycées. Ce fonds cofinance des activités novatrices contribuant significativement à l'amélioration des apprentissages et qui sont en phase avec les objectifs de l'activité « Éducation Secondaire ».

### DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION « MASSAR »

Dans le cadre de la sous-composante « **Renforcement du système d'information Massar** », l'Agence MCA-Morocco continue l'exécution de son action d'appui à la Direction du Système d'Information (DSI) du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPERS), qui consiste à concevoir, développer, tester et déployer de nouvelles fonctionnalités du système « Massar » (gestion de la scolarité, gestion des ressources humaines, gestion du patrimoine,...), ainsi qu'à maintenir les fonctionnalités

déjà déployées pour un fonctionnement optimal. L'Agence a également amorcé le processus de sélection des cabinets qui vont l'accompagner dans la mise en œuvre des actions couvrant essentiellement (i) l'optimisation et le renforcement de la sécurité du système d'information et des capacités de la DSI, ainsi que (ii) le développement des capacités et la conduite du changement au profit des utilisateurs et du personnel en charge dudit système. Le démarrage de la mise en œuvre de ces actions est prévu durant le dernier trimestre de l'année 2019.



## RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'ÉVALUATION DES ACQUIS DES ÉLÈVES

La sous-composante « **Renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves** » a été marquée, pour sa part, par l'élaboration et la validation, en étroite collaboration avec le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) et le MENFPESRS (plus précisément le CNEEO), d'un plan d'action pour entamer sa mise en œuvre. Ce plan concerne principalement (i) l'amélioration de la qualité des dispositifs techniques

d'évaluation dans le cadre du Programme National d'Evaluation des Acquis (PNEA), (ii) l'amélioration de l'exploitation des résultats des évaluations nationales et internationales, (iii) la révision de la formation initiale des enseignants, des inspecteurs et des formateurs en ce qui concerne l'évaluation des acquis, (iv) le renforcement des outils et des pratiques de l'évaluation formative et de la remédiation et (v) l'amélioration et la révision du système des examens.

## DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU SYSTÈME D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE

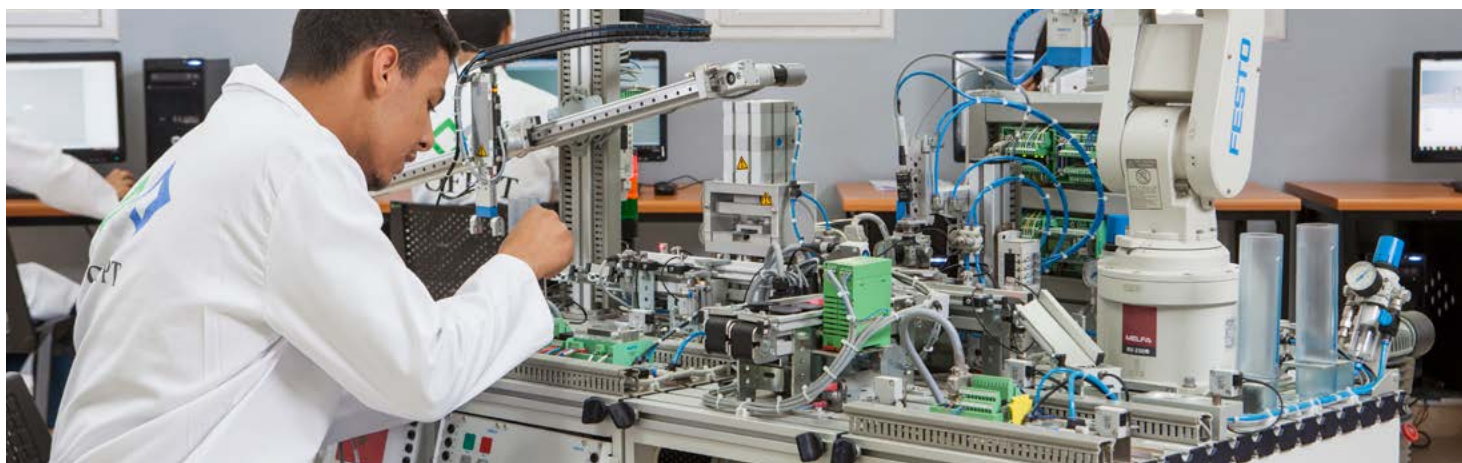
Concernant le développement d'un nouveau **système d'entretien et de maintenance des équipements et des infrastructures des établissements scolaires**, l'Agence MCA-Morocco a identifié, en collaboration avec le Département de l'Education Nationale (DEN), les scénarii possibles en la matière, en s'appuyant sur les résultats d'un diagnostic de la situation actuelle, d'un benchmark des expériences internationales et

d'un examen des aspects liés aux partenariats et à l'externalisation. L'Agence MCA-Morocco appuiera le ministère de tutelle dans le choix du nouveau système, son expérimentation au niveau de quelques établissements et sa généralisation par la suite aux établissements bénéficiaires au niveau de la Région TTH.





## FORMATION PROFESSIONNELLE



L'activité « Formation professionnelle » s'est distinguée, au terme de la deuxième année du Compact II, par les avancées réalisées aussi bien au niveau du processus de sélection des projets éligibles au soutien du Fonds « Charaka » qu'au niveau de l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.

### DÉVELOPPER UNE OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE TIRÉE PAR LA DEMANDE DU SECTEUR PRIVÉ

## CHIFFRES CLÉS

**181.394**

STAGIAIRES BÉNÉFICIAIRES  
SUR 20 ANS

BUDGET ALLOUÉ À L'ACTIVITÉ :

**103,72**  
MILLIONS USD

**9**

CENTRES  
À CRÉER

**6**

CENTRES À  
RECONVERTIR

**523.243**

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ET  
INDIRECTS SUR 20 ANS

# LE FONDS CHARAKA

de la formation professionnelle

Le Fonds « Charaka » finance des projets de création, d'extension ou de réhabilitation de centres de formation professionnelle ayant pour finalité d'améliorer l'employabilité des jeunes et ce, en contribuant à la mise en place d'une offre de formation professionnelle tirée par la demande du secteur privé et adoptant des modes de gouvernance basés sur le PPP.

Au terme d'un processus d'évaluation minutieux en deux étapes et d'un accompagnement rigoureux, 15 projets ont été finalement sélectionnés sur 100 projets déposés en réponse à l'appel à projets pour bénéficier du soutien du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

Sélectionnés sur la base de critères répondant aux standards internationaux les plus exigeants en termes notamment de pertinence et de justification des projets, de gouvernance en PPP, de durabilité,

de genre, d'inclusion sociale et de performances environnementales et sociales, ces projets portent sur la création de 9 nouveaux centres et la reconversion de 6 centres existants couvrant différents secteurs (agriculture, tourisme, industrie, artisanat, BTP, logistique et santé).

Les projets sont répartis sur six régions du Royaume, à savoir Casablanca-Settat (5 projets), Fès-Meknès (4 projets), Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (3 projets), l'Oriental (1 projet), Béni Mellal-Khénifra (1 projet) et Drâa-Tafilalet (1 projet). Ils bénéficieront, dans un horizon de 20 ans, à 181.394 stagiaires et 523.243 bénéficiaires directs et indirects.

Dans le souci d'asseoir un mode de gouvernance efficace basé sur le PPP, l'Agence MCA-Morocco a organisé un atelier sur la question le 26 février 2019.



ATELIERS SUR LE MODELE PPP EN MATIÈRE DE GESTION DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

## ATELIER SUR LE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Agence MCA-Morocco a organisé, le 26 février 2019, un atelier sur le PPP en matière de formation professionnelle. L'objectif de l'atelier est d'approfondir la réflexion sur les modèles de gestion des établissements de formation professionnelle en PPP, de capitaliser sur les bonnes pratiques acquises dans le système de formation professionnelle national (cogestion, gestion déléguée, gestion par une association, gestion par une entreprise...) et d'en tirer les enseignements pour le développement de modèles appropriés.

L'atelier a réuni 40 participants intervenant dans le domaine de la formation professionnelle, notamment en matière de PPP. La séance d'ouverture a été marquée par les interventions du Secrétaire général du Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle (SEFP), du Directeur résident de MCC au Maroc et du Directeur général de l'Agence MCA-Morocco. La modération a été assurée par M. Mohamed Fikrate, membre du COS de l'Agence MCA-Morocco où il siège en tant que représentant du secteur privé (CGEM).

Après les mots d'ouverture, des présentations des différents modèles de gestion des centres de formation professionnelle pratiqués au Maroc (instituts en gestion déléguée, instituts en Cogestion et instituts gérés par une association) ont été données par les représentants des institutions qui portent ces projets, à savoir le SEFP, l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) et le Ministère en charge de l'Artisanat.

Les différents intervenants se sont accordés sur l'importance du PPP dans la mise en place d'une formation de qualité qui répond à la demande en compétences du marché de l'emploi. Le débat a mis l'accent sur les points suivants :

### Les principaux acquis :

- le rôle joué par les instituts en PPP dans la facilitation de l'implantation des investissements ;
- l'implication des professionnels dans tout le processus depuis la planification des besoins jusqu'à l'insertion des lauréats, en passant par le recrutement des formateurs et des stagiaires et l'élaboration des programmes de formation ;
- une certaine souplesse et fluidité dans la gestion financière ;
- l'adaptation des formations aux besoins et à la demande des professionnels.

### Les aspects d'amélioration à prendre en compte pour un PPP performant et une insertion efficace des lauréats :

- l'autonomie de l'établissement devant être suffisante pour permettre la réactivité et la souplesse dans la gestion et la satisfaction des demandes en formation ;
- l'engagement suffisant du partenaire privé dans l'insertion des lauréats ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi, d'évaluation et de reddition des comptes permettant de mesurer la performance de ces instituts ;
- la planification des besoins devant être en cohérence avec la demande au niveau national ;
- les coûts de la formation par stagiaire devant être harmonisés ;
- l'autonomie financière des instituts en PPP, qui n'est pas encore au rendez-vous.

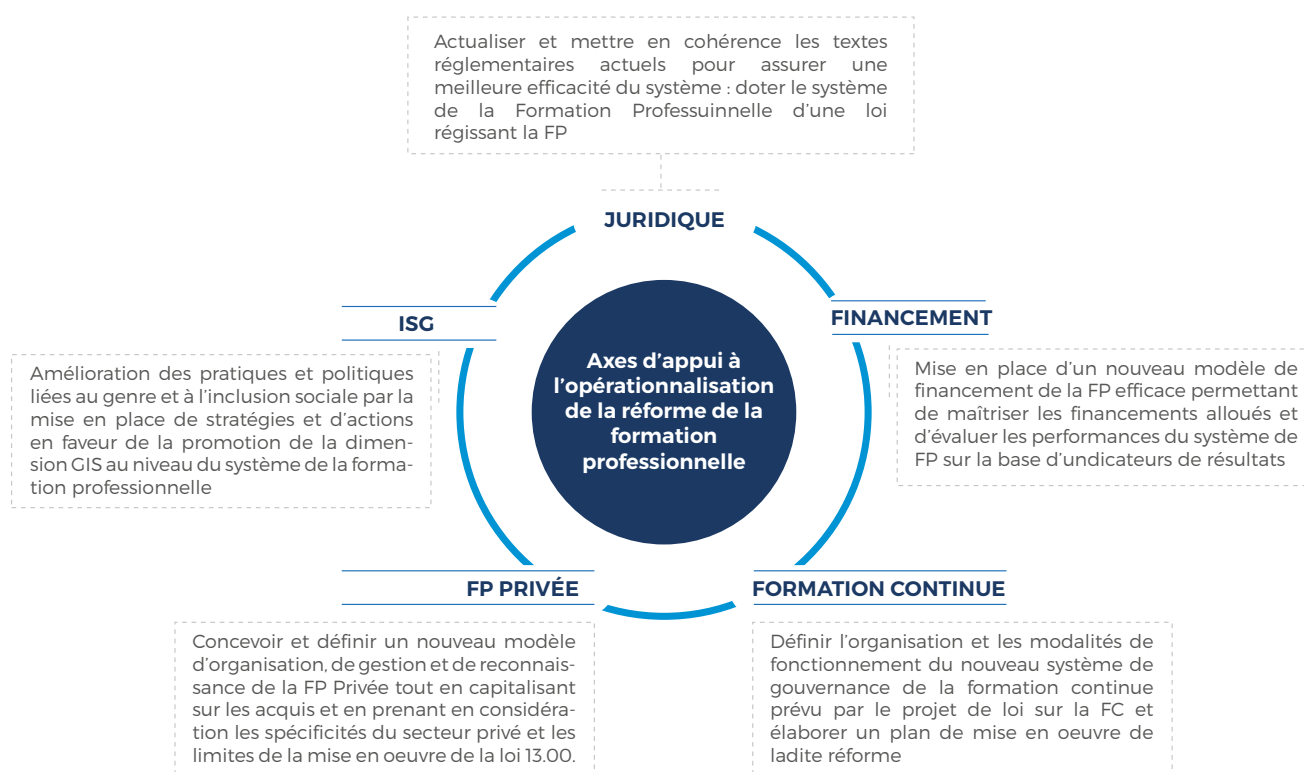
### Les facteurs clés de succès d'un PPP :

- le leadership des porteurs de projets, aussi bien pour le public, le privé que pour les ONG ;
- un financement pérenne et sécurisé ;
- des dispositifs pour assurer l'insertion des lauréats.

## APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

S'agissant de la composante « Appui à la réforme de la formation professionnelle », des progrès ont été accomplis au niveau des cinq axes d'appui dans le cadre de cette réforme, à savoir le cadre juridique,

le financement de la formation professionnelle, la formation professionnelle privée, la formation continue et les aspects liés au GIS.



S'agissant du **volet relatif au développement du cadre législatif et réglementaire régissant la formation professionnelle**, un avant-projet de loi relative à la formation professionnelle et deux projets

de décrets d'application ont été élaborés suite à une série de réunions de partage et de concertation avec l'ensemble des acteurs du système de la formation professionnelle.

## CONTENUS DE L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET SES DEUX PROJETS DE DÉCRETS D'APPLICATION

L'avant-projet de loi intègre notamment la définition du champ de la formation professionnelle, l'organisation pédagogique, les opérateurs et les établissements de la formation professionnelle, la formation et la certification des formateurs, l'évaluation et l'assurance qualité, le financement, la gouvernance du système de la formation professionnelle et la participation des professionnels. S'agissant du premier projet de décret, il traite notamment des volets suivants :

- les cycles, les conditions d'accès, les diplômes et certificats sanctionnant les formations ;
- la création d'établissements de la formation professionnelle (EFP) du secteur public ;
- le partenariat pour la gestion des EFP publics ;
- l'encadrement administratif, technique et pédagogique ;
- l'élaboration des supports pédagogiques (référentiels et programmes de formation) ;
- l'évaluation interne du Système de Formation Professionnelle (SFP) ;
- les modalités concernant la contractualisation de la formation avec le secteur privé pour la réalisation de programmes spécifiques au profit de certaines catégories de populations.

Pour ce qui est du second projet de décret, il est consacré aux commissions prévues (nationales, régionales et sectorielles) en tant qu'instances participatives à la définition de la politique en matière de formation professionnelle et au suivi de sa mise en œuvre. Le projet de décret fixe notamment les attributions desdites commissions, leur composition, leur fonctionnement, etc.



Pour **le volet financement**, l'Agence MCA-Morocco a proposé en particulier la mise en place d'un nouveau mode d'allocation des ressources, basé sur des critères et des normes pour standardiser leur affectation, et du Compte National de la Formation Professionnelle qui se veut un outil d'aide à la prise de décision pour la budgétisation de ressources publiques et la rationalisation de leur allocation.

En termes d'actions prioritaires à initier pendant la deuxième période du projet d'appui à la réforme de la formation professionnelle, il a été retenu la mise en place d'une nomenclature budgétaire harmonisée et le développement du référentiel des coûts par programme de formation.

Concernant **le secteur de la formation professionnelle privée**, et dans l'objectif de surmonter les limites du système actuel tout en capitalisant sur ses acquis, l'Agence MCA-Morocco a procédé, en concertation avec les parties prenantes, à la révision du modèle d'organisation, de gestion et de certification dans ce secteur. Le nouveau modèle permet de passer d'un dispositif actuel volontariste pour l'accréditation à un dispositif basé sur une autorisation de l'EFP privé pour une durée maximale de 5 ans avec l'obligation d'aller vers l'accréditation des filières de formation. Le plan d'action pour la mise en œuvre de ce nouveau modèle est élaboré et une première version des actions d'appui prioritaires à mettre en œuvre durant la durée restante du Compact II est déjà produite.

Après l'adoption par le Gouvernement de la nouvelle loi n° 60.17 relative à l'organisation de la formation continue au profit des salariés du secteur privé, de certaines catégories d'employés et d'autres personnes non salariées exerçant une activité libérale, le cahier des charges relatif à l'appui à la mise en œuvre des dispositions de cette loi a été élaboré et validé par le Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle (SEFP) et les partenaires clés, notamment le Ministère de l'Economie et des Finances, l'OFPPT et la CGEM, et l'appel d'offres y afférent a été lancé. L'appui à apporter par l'Agence MCA-Morocco à ce niveau porte sur i) la mise en place de la structure de gestion de la formation continue, ii)

l'élaboration des procédures et des modalités de mise en œuvre pour les volets ingénierie et financement, iii) la conception, le développement et l'implémentation du système d'information sur la formation continue et iv) l'élaboration de la stratégie, du plan de communication et des outils de communication.

Concernant **l'intégration des aspects liés au GIS** dans le système de la formation professionnelle, l'Agence MCA-Morocco a finalisé un plan d'action spécifique couvrant les volets relatifs à la gouvernance et l'institutionnalisation du GIS, l'orientation et l'accès au SFP, la rétention et la diplomation, ainsi que l'insertion professionnelle. Durant la période restante du Compact II, l'Agence s'attèlera à appuyer le SEFP et les parties prenantes dans la mise en place les actions prioritaires retenues, à savoir le renforcement de l'architecture institutionnelle et organisationnelle promouvant l'égalité et l'équité genre au sein du secteur de la formation professionnelle, le renforcement des capacités du personnel clé et l'accompagnement des opérateurs de formation professionnelle dans la mise en œuvre du plan d'action GIS.

Outre les actions d'appui prioritaires susmentionnées, l'Agence MCA-Morocco appuiera le SEFP dans **la mise en place d'un système d'évaluation et d'assurance qualité**. Ce système couvrira l'ensemble des opérateurs publics et privés et permettra d'élaborer et de produire de l'information sur les performances des opérateurs ; lesquelles deviennent, entre autres, des intrants dans le processus d'allocation de financement. L'appui de l'Agence couvrira la conception dudit système et la proposition d'une assise juridique institutionnalisant l'évaluation et la labellisation.

Une autre action prioritaire a également été retenue, de concert avec les parties prenantes, pour appuyer la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle. Il s'agit de l'élaboration de la nomenclature « rationalisée » des filières de formation par secteur, niveau et mode de formation. Ceci dans l'objectif d'adopter une nomenclature unique et cohérente des secteurs de formation par l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème de la formation professionnelle.

## EMPLOI



Au terme de la deuxième année du Compact II, plusieurs actions et dispositifs ont été mis sur les rails en ce qui concerne l'activité « Emploi ».

### APPUI À L'AMÉLIORATION ET À L'INTÉGRATION DU DISPOSITIF D'OBSERVATION ET D'ANALYSE DU MARCHÉ DE TRAVAIL

Dans le cadre de la composante « **Appui à l'amélioration et à l'intégration du dispositif d'observation et d'analyse du marché du travail** », l'Agence MCA-Morocco a identifié et validé les axes du plan d'action 2019 et ce, en concertation avec les parties prenantes concernées, notamment le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle et le Ministère de l'Economie et des Finances. Ce plan découle du cadre d'action, conçu durant la première année du Compact II et couvrant différents volets technique, institutionnel et de gouvernance, législatif et réglementaire et de partage d'informations et de données. Trois actions seront lancées à ce titre durant la 3<sup>ème</sup> année du Compact II.

Elles concernent :

- le déploiement d'une enquête sur les dynamiques de l'emploi, en s'appuyant sur un panel d'entreprises ;
- le déploiement d'études/analyses sur l'insertion et le cheminement professionnel des jeunes dans le marché du travail ;
- l'animation de recherches et d'études sur les métiers et les compétences futures du marché du travail.

Une quatrième action est en cours de lancement, portant sur le développement et la mise en place d'une plateforme collaborative en vue de faciliter l'accès, la circulation et la dissémination de l'information sur le marché du travail.



## RENFORCEMENT DES PROGRAMMES D'EMPLOI PAR DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT BASÉ SUR LES RÉSULTATS

La **composante « Développement de prestations et de programmes d'emploi par des mécanismes de Financement Basé sur les Résultats (FBR) »** enregistre également un bon rythme d'avancement.

Suite à l'appel à projets lancé du 05 mars au 29 avril 2019, deux rencontres d'information ont été organisées à Rabat et Marrakech, respectivement les 12 et 21 mars 2019, dans le but d'informer et de sensibiliser les

candidats potentiels sur les objectifs du Programme Emploi FBR, les critères d'éligibilité des candidats et des projets aux subventions et les modalités de préparation, de soumission et d'évaluation des projets.

Le processus d'évaluation des propositions soumises en réponse audit appel à projets a abouti à la présélection de 14 prestataires parmi les 40 ayant déposé des propositions.



RENCONTRE D'INFORMATION ORGANISÉE A RABAT LE 12 MARS 2019



RENCONTRE D'INFORMATION ORGANISÉE A MARRAKECH LE 21 MARS 2019

Pour rappel, le Programme Emploi FBR vise à améliorer l'employabilité des populations en difficulté d'insertion sur le marché du travail et à faciliter leur intégration. Il cible, en particulier, les femmes, les jeunes nondiplômés et les diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle en situation de chômage de longue durée.

Dans le même sens, l'Agence MCA-Morocco fournit une assistance technique à l'Agence Nationale pour la

Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) en vue d'améliorer ses performances en matière de gestion des programmes basés sur les résultats, notamment le programme TAEHIL. Un plan d'action a été élaboré à cet effet à l'issue d'un diagnostic détaillé qui a permis d'identifier une série de mesures d'appui portant essentiellement sur la sauvegarde du système d'information, son optimisation à travers l'activation de la solution « Business Intelligence » et sa pérennisation à travers le renforcement de la gouvernance.



## GOVERNANCE DU FONCIER



**Le projet d'élaboration de la stratégie foncière nationale et de son plan d'action intervient dans le cadre de la mise en œuvre des Hautes Orientations Royales, contenues dans la Lettre adressée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI aux participants aux Assises nationales sur la politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social, organisées les 8 et 9 décembre 2015.**



Dans son Message Royal adressé aux participants aux assises nationales sur la politique foncière de l'Etat, Sa Majesté le Roi a souligné :

*« Accroître l'efficacité et l'efficience de la politique foncière de l'Etat nécessite l'adoption d'une stratégie nationale intégrée clairement définie et son opérationnalisation sous forme de plans d'action comprenant tous les aspects relatifs à l'élaboration et l'exécution de cette politique, avec ce qui s'y rattache en termes de dispositions législatives, réglementaires, procédurales et autres et dans le cadre de la complémentarité entre l'Etat et les collectivités territoriales en tant qu'acteur clé dans le développement territorial. »*

L'activité « Gouvernance du foncier » a l'ambition d'appuyer le Gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et de son plan d'action, ainsi que dans la mise en œuvre des actions de réformes prioritaires.

Dans le cadre de l'approche participative prônée par le Gouvernement en vue de la réalisation de la stratégie foncière nationale et son plan d'action, le Chef du Gouvernement a saisi, en date du 22 janvier 2018, le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) afin de réaliser une étude et émettre son avis sur la politique foncière de l'Etat.

En avril 2019, le Chef du Gouvernement a également mandaté M.Karim Tajmouaati, Directeur général de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du

Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC), en tant que coordonnateur national pour la préparation du projet de la stratégie nationale et de son plan d'action dans un délai de 12 mois.

Parallèlement à la collaboration avec le CESE, l'Agence MCA-Morocco pourra apporter l'appui technique nécessaire au coordonnateur national dans la réalisation de sa mission, notamment à travers la réalisation, à sa demande, de certaines études spécifiques.

Une fois la stratégie foncière nationale approuvée, l'Agence MCA-Morocco appuiera la mise en œuvre des actions prioritaires qui seraient décidées par le Gouvernement dans ce cadre.



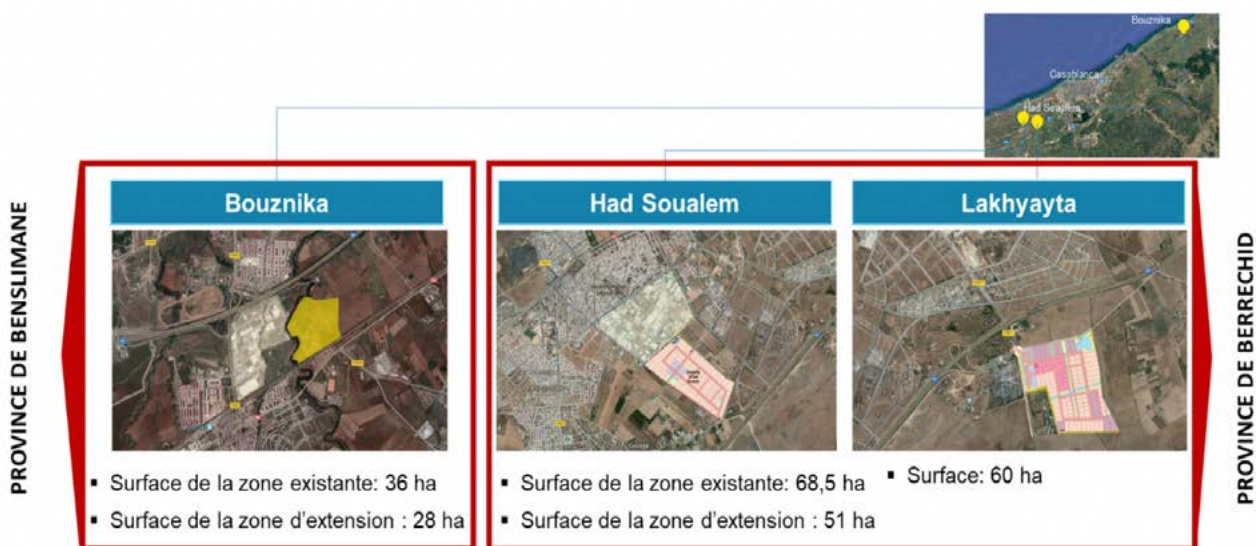
## FONCIER INDUSTRIEL



Lors de la deuxième année du Compact II, l'Agence MCA-Morocco a poursuivi son action visant la mise en place d'un nouveau modèle de développement et de revitalisation des zones industrielles, en parfaite concertation et collaboration avec les parties prenantes. Elle a lancé, en outre, le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID) et parachève l'élaboration d'un nouveau cadre juridique spécifique aux espaces d'accueil industriels.

### MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET DE REVITALISATION DE ZONES INDUSTRIELLES

En coopération avec ses partenaires, l'Agence MCA-Morocco a engagé, dans le cadre de l'activité « Foncier industriel », un ambitieux projet visant la revitalisation et l'extension de deux zones industrielles et le développement d'une troisième zone au niveau de la Région Casablanca-Settat.



- 3 sites localisés dans l'aire métropolitaine centrale autour de Casablanca totalisant 136 ha de surface.
- 3 sites pouvant accueillir jusqu'à 450 entreprises industrielles,
- Environ 17,000 emplois directs.

A ce titre, et avec l'appui et l'engagement constructif des différents acteurs locaux et centraux, l'Agence MCA-Morocco a sécurisé juridiquement l'assiette foncière qui abritera les trois zones pilotes.

Les études relatives à l'élaboration du modèle régissant le PPP au niveau des trois zones sont en cours de réalisation. Ledit modèle repose sur un partage des rôles entre :

- d'une part, la partie publique qui prend en charge les études de faisabilité financière et technique, la mobilisation du foncier nécessaire, la sécurisation des autorisations requises et le raccordement des terrains aux différents réseaux hors-site ;
- et, d'autre part, la partie privée qui prend en charge les investissements in-site restants, la commercialisation et la gestion des zones selon les conditions du contrat de partenariat avec la partie publique.

## PARTENAIRE PUBLIC

- Identification des opportunités des zones industrielles ;
- Spécificité de la demande/faisabilité du PPP ;
- Mobilisation du foncier ;
- Etudes techniques ;
- Travaux hors-sites ;
- Financement du GAP de viabilité si nécessaire.

APPORT DE VISIBILITÉ  
AUTORISATIONS

INVESTISSEMENT PRIVÉ  
QUALITÉ DES SERVICES

## PARTENAIRE PRIVÉ

- Financement privé de l'in-site ;
- Commercialisation ;
- Animation de la zone ;
- Gestion et maintenance.

Concernant le volet travaux des trois sites, l'Agence finalise les études techniques portant sur les infrastructures hors-sites et in-sites et les études environnementales et sociales des trois projets.

## CONSULTATION PUBLIQUE DE HAD SOUALEM ET SAHEL LAKHYAYTA

Conformément aux normes environnementales et sociales de la SFI, l'Agence MCA-Morocco a organisé, en collaboration avec le MIICEN et avec l'appui des autorités locales, le 07 mars 2019 à Had Soualem, une consultation publique sur l'impact environnemental et social du projet de revitalisation et d'extension de la zone industrielle de Had Soualem et du développement d'une nouvelle zone industrielle à Sahel Lakhyayta.

Cette consultation publique, qui consacre l'approche participative, a pour objectifs d'associer l'ensemble des acteurs du projet à l'examen des résultats de l'étude relative à son impact environnemental et social et de recueillir leurs avis afin de les intégrer, dans la mesure du possible, dans la conception finale du projet.

L'audience de la consultation publique de Had Soualem, à laquelle ont participé 68 intervenants, était constituée d'élus des communes de Had Soualem et Sahel Ouled Hriz, de représentants des sociétés industrielles de Had Soualem et de leurs employés, d'architectes et de promoteurs immobiliers et d'acteurs du monde académique, de la recherche et de la société civile.



CONSULTATION PUBLIQUE POUR LES SITES DE HAD SOUALEM ET SAHEL LAKHYAYTA EN MARS 2019



## SOUTIEN AUX ZONES INDUSTRIELLES DURABLES ET INCLUSIVES

**S'agissant du FONZID**, l'Agence MCA-Morocco a lancé, en partenariat avec le MIICEN, le 1<sup>er</sup> mars 2019, l'appel à projets pour la sélection des projets pouvant bénéficier du financement du FONZID. L'appel à projets s'adresse à des entités publiques marocaines et des entités privées impliquées dans le développement et la gestion des zones industrielles pour la proposition de projets améliorant la gouvernance et la durabilité des zones industrielles au Maroc.

Préalablement, l'Agence MCA-Morocco a soumis le manuel des procédures du FONZID, à l'approbation

du COS en date du 05 février 2019. Ledit manuel constitue le document de référence pour la gestion et l'administration du FONZID et décrit les mécanismes et procédures de mise en œuvre des subventions, depuis la phase de lancement de l'appel à projets jusqu'à la clôture du Fonds. L'Agence a aussi procédé au recrutement d'un cabinet d'études qui l'appuiera, tout au long de la durée du Compact II, dans la mise en œuvre, la gestion, le suivi et la clôture des activités du FONZID ; lequel cabinet a démarré ses travaux le 29 janvier 2019.



LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS DU FONZID LE 1<sup>ER</sup> MARS 2019



Dans l'objectif d'accompagner les candidats potentiels, une rencontre d'information a été organisée le 28 février 2019 à Rabat pour les informer et les sensibiliser aux objectifs du FONZID, aux critères d'éligibilité, aux normes et standards de qualité exigés et aux modalités de préparation, de soumission et d'évaluation des projets.

En outre, une série d'ateliers techniques a été organisée dans plusieurs régions du Maroc, en coordination avec le MIICEN, sur des thématiques répondant aux besoins d'information des candidats potentiels. Ce cycle d'ateliers a démarré le 28 mars 2019 dans la ville de Rabat. D'autres ateliers ont été organisés, par la suite, dans les villes de Fès, Beni Mellal, Marrakech et Casablanca.

## ASSISTANCE TECHNIQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE ZONES INDUSTRIELLES

**Au volet de l'assistance technique**, l'Agence MCA-Morocco s'est attelée, depuis fin janvier 2019, à appuyer le MIICEN dans l'élaboration d'un nouveau cadre juridique spécifique aux espaces d'accueil industriels. Ce cadre juridique fixera les conditions de planification, d'aménagement, de développement, de valorisation, de gestion et de mise à niveau de ces espaces, dans la perspective d'en renforcer la performance globale et la durabilité.

A ce titre, l'Agence MCA-Morocco a finalisé les études préalables à l'élaboration du nouveau cadre juridique, à savoir le diagnostic de la situation actuelle, le benchmarking et les recommandations. Elle a également organisé une série de consultations avec des parties prenantes intervenant dans le domaine du foncier industriel, avec pour objectif de discuter les

différentes problématiques relevant de leurs périmètres d'intervention respectifs, leurs attentes, ainsi que leurs propositions de mesures pouvant être introduites au niveau du cadre juridique en développement.

Parallèlement, et toujours en concertation avec le MIICEN, l'Agence MCA-Morocco met en place les démarches et procédures nécessaires pour la préparation et le déploiement de mesures de renforcement des capacités des principales parties prenantes des zones industrielles, avec dissémination des meilleures pratiques en la matière. Ces mesures soutiendront les parties prenantes dans l'intégration et l'ancrage des concepts et objectifs prônés par le nouveau modèle de zones industrielles dans l'exercice de leurs missions et la réalisation de leurs programmes et projets.

## FONCIER RURAL



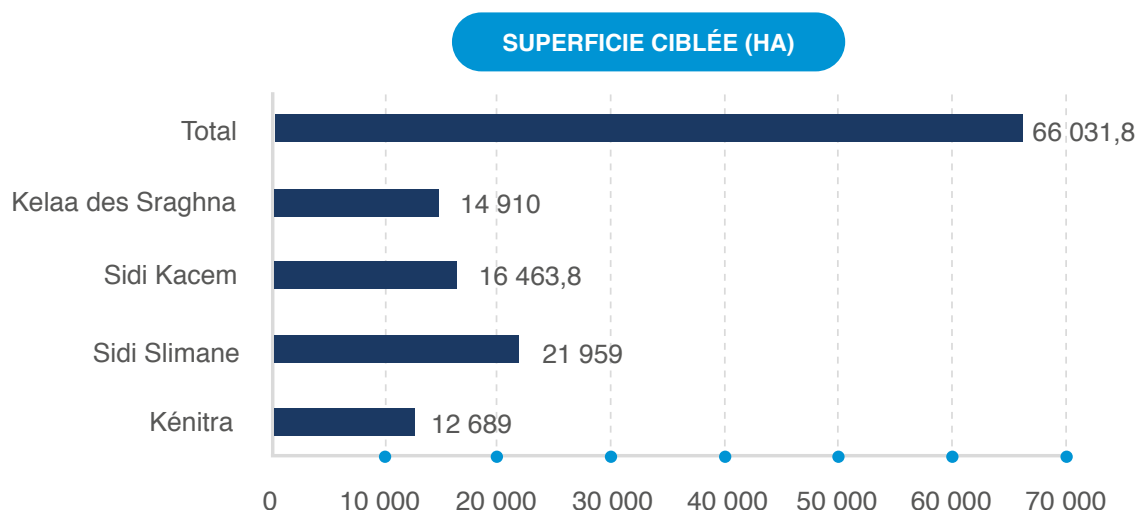
A travers l'activité « Foncier rural », l'Agence MCA-Morocco contribue activement, en partenariat avec les parties prenantes, à la mise en œuvre des Hautes Orientations Royales relatives à la valorisation des terres collectives. Un palier important a été franchi cette année avec le lancement de la première opération de melkisation à titre gracieux d'environ 66.000 hectares de terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation du Gharb et du Haouz au profit d'environ 31.000 ayants droit.

### MISE EN ŒUVRE DE L'OPÉRATION PILOTE DE MELKISATION

Le 26 juin 2019 à Rabat, l'opération pilote de melkisation a été lancée en présence des principales parties prenantes au projet, notamment le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, le Ministère de l'Intérieur, l'ANCFCC et les Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole du Gharb (ORMVAG) et du Haouz (ORMVAH).

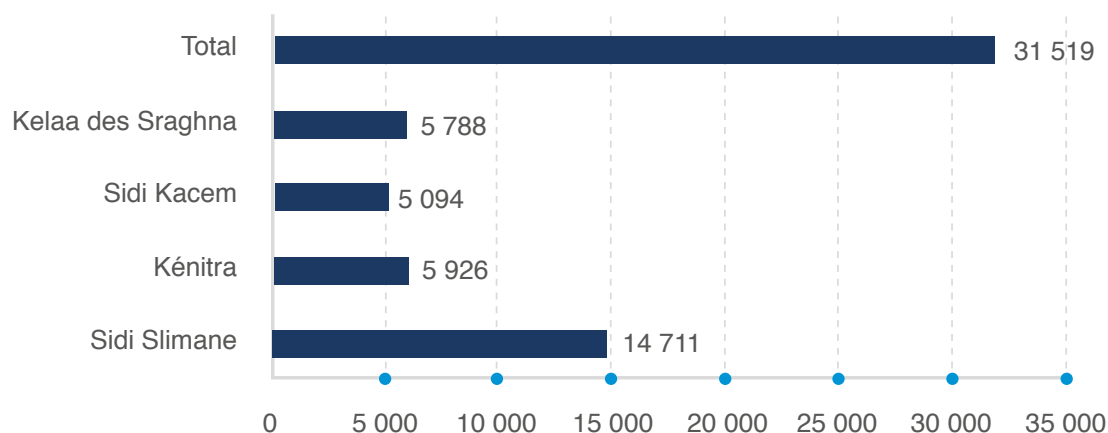
des assises solides au lancement de l'opération pilote de melkisation. Ils ont porté essentiellement sur l'assainissement de l'assiette foncière des collectifs devant déboucher sur la constitution d'un titre mère de propriété et le parachèvement de l'établissement des listes des ayants droit et leur publication au Bulletin Officiel.

Les travaux préparatoires initiés au cours des deux premières années du Compact II ont permis d'assurer





### NOMBRE D'AYANTS DROIT CONCERNÉS PAR LE PROJET DE MELKISATION



Au cours de la deuxième année du Compact II, les travaux de préparation ont porté sur l'organisation de quatre sessions d'information, du 24 au 29 avril 2019, au niveau des provinces de Kénitra, Sidi Slimane, Sidi Kacem et Kelâa des Sraghna au profit des représentants locaux des parties prenantes.

Ces sessions d'information ont permis de présenter les différents documents de référence, à savoir l'accord d'exécution de l'activité « Foncier rural », la circulaire conjointe des ministres en charge de l'Intérieur et de l'Agriculture formalisant la procédure de melkisation

optimisée et enfin, les termes de référence du marché relatif à l'appui technique et social à la réalisation de l'opération de melkisation. Les normes internationales environnementales et sociales à respecter lors de la mise en œuvre du projet ont également été expliquées à l'ensemble des participants à ces sessions d'information.

Une autre session de formation sur les aspects d'engagement des parties prenantes a été initiée au niveau central le 29 mai 2019, en présence de tous les points focaux engagés dans le projet.



KÉNITRA



SIDI KACEM



SIDI SLIMANE



KELAA DES SRAGHNA

ORGANISATION DE FORMATION DES PARTIES PRENANTES AU NIVEAU LOCAL PAR RAPPORT À LA NOUVELLE PROCÉDURE DE MELKISATION ET POUR LA PRÉPARATION DE L'OPÉRATION DE MELKISATION (AVRIL 2019)

Pour assurer la mise en œuvre des travaux techniques et de terrain relatifs à l'opération de melkisation, l'Agence MCA-Morocco a signé, en juin 2019, le contrat relatif à

l'appui technique et social à la réalisation de l'opération de melkisation avec le groupement Novec-Saftop-Taouhid, d'une durée de 32 mois.

## DÉMARCHE PARTICIPATIVE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPÉRATION DE MELKISATION

L'opération pilote de melkisation s'inscrit dans le cadre du chantier national de melkisation des terres collectives lancé en application des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, appelant à ériger les terres collectives en levier de développement économique et social et à activer la melkisation, à titre gracieux, au profit des ayants droit des terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation.

Relevant de l'activité « Foncier rural » du Compact II, cette opération pilote a pour principal objectif l'amélioration du niveau de vie de la population cible, à travers l'accroissement des investissements agricoles, la dynamisation du marché du foncier, l'accompagnement socio-économique des bénéficiaires et la création d'emplois.

L'opération pilote de melkisation sera réalisée selon une procédure optimisée en termes de délais et de coûts, ainsi qu'une démarche participative impliquant l'ensemble des parties prenantes à l'activité « Foncier rural », à savoir le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, l'ANCFCC, l'ORMVAG et l'ORMVAH.

Consacrant cette démarche participative, un accord d'exécution a été signé, en juillet 2018, entre l'Agence MCA-Morocco, d'une part, et les autres parties prenantes, d'autre part. Cet accord, qui décrit les engagements et responsabilités de chaque partie signataire, a fait l'objet d'un avenant pour inclure le périmètre du Haouz et l'ORMVAH en tant que partie concernée.





## DÉVELOPPEMENT DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR MAXIMISER LES RETOMBÉES DE LA MELKISATION

Afin de maximiser les retombées économiques et sociales de cette opération de melkisation, l'Agence MCA-Morocco, en concertation avec les parties prenantes, a prévu des mesures d'accompagnement pour assurer une meilleure valorisation agricole des terres melkisées et garantir un développement inclusif de la population cible en favorisant sa qualification et son autonomisation. Ces mesures portent notamment sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires, le renforcement des capacités techniques et professionnelles des agriculteurs et le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes.

Ces mesures d'accompagnement sont en cours de développement avec le Ministère de l'Intérieur, l'Office National du Conseil Agricole (ONCA) et l'Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme (ANLCA). Elles se concrétiseront par des accords de partenariat.

Concernant le volet relatif à l'accompagnement financier, l'Agence MCA-Morocco a procédé, le 17 avril

2019, à la signature d'un accord-cadre de partenariat avec le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM).

Cet accord porte principalement sur la promotion de l'investissement agricole, à travers l'accompagnement financier de la population cible de l'opération pilote de melkisation.

En vertu de cet accord-cadre, le GCAM s'engage à mobiliser les moyens financiers et les compétences humaines nécessaires, ainsi que son réseau de distribution dans les zones du Gharb et du Haouz, pour accompagner la mise en valeur des terres melkisées dans les meilleures conditions de qualité et de délais. Ainsi, le GCAM veillera à accompagner financièrement et socialement les bénéficiaires de l'opération de melkisation dans la réalisation des projets d'investissements (éducation financière de base) et d'autres activités génératrices de revenus et la définition des besoins de fonctionnement de leurs exploitations agricoles.





# NOS RÉALISATIONS FINANCIÈRES

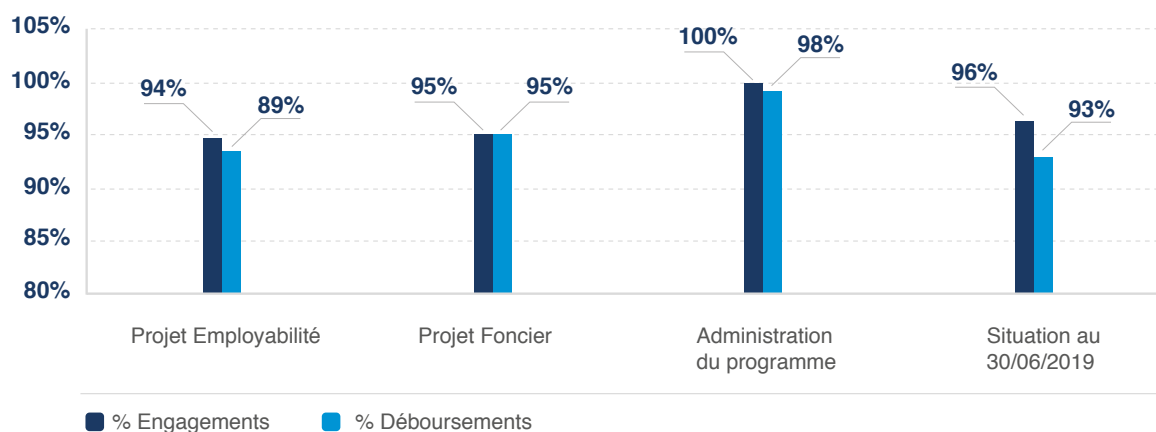


Jusqu'au 30 juin 2019, les dépenses réalisées dans le cadre du Compact II ont été effectuées sur les fonds du 609(g), du CIF et du Compact, qui totalisent ensemble un montant global de 454,8 millions USD.

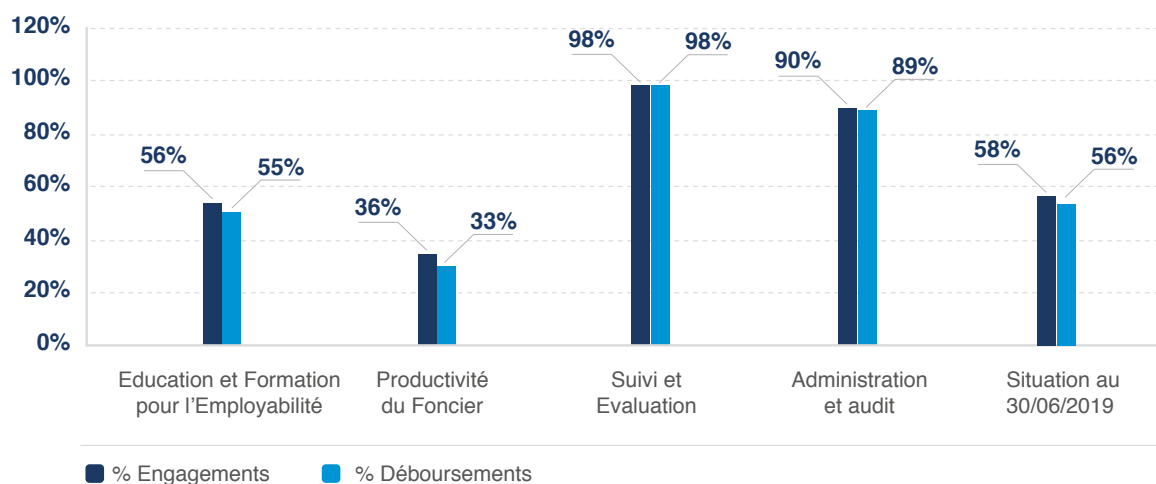
Ainsi, les engagements de l'Agence, au titre de cette période, s'élèvent à 70,31 millions USD, soit un taux d'engagement de 15,5%. Les décaissements, quant à eux, ont atteint 29,64 millions USD, soit 6,5% du montant global.



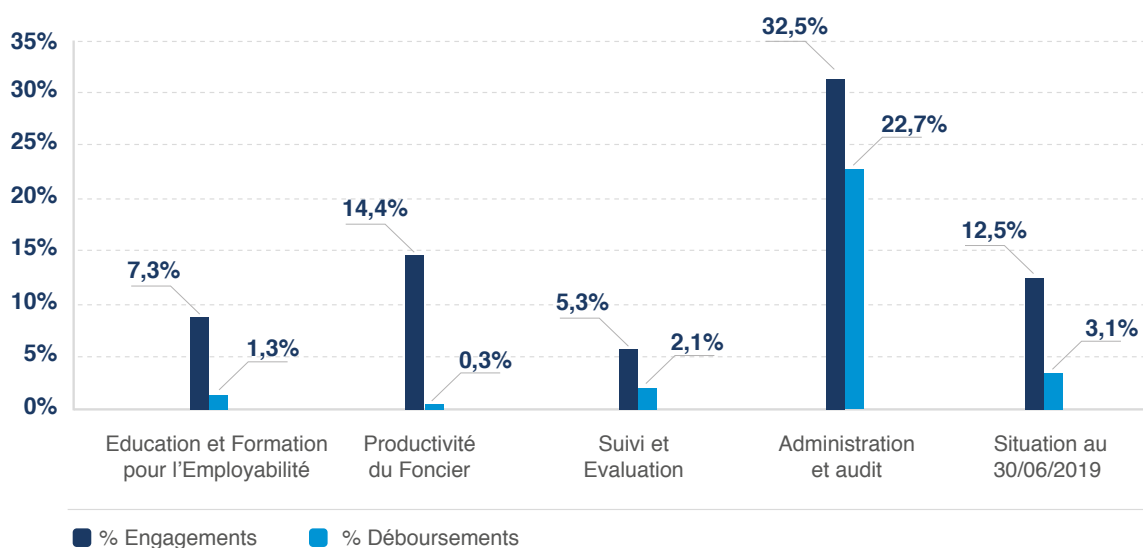
### FONDS 609 G



### FONDS CIF



### FONDS COMPACT



## GESTION FINANCIÈRE DE L'AGENCE

L'Agence MCA-Morocco est régie par un manuel de procédures (*Fiscal Accountability Plan*, FAP) qui définit les modalités et procédures relatives à toutes les activités financières et de passation des marchés de l'Agence. Ce manuel garantit :

- l'utilisation appropriée des fonds octroyés au Maroc en vertu du Compact II ;
- l'utilisation de procédures équitables et transparentes dans l'administration des fonds et dans l'acquisition des biens et services ;
- la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables.

Parmi les principales dispositions du FAP, on peut citer :

- les directives de MCC en matière de contrôle des coûts (Cost principles) qui définissent les critères et la nature des dépenses éligibles au financement de MCC ;
- la séparation entre l'autorisation, l'exécution, la constatation et le rapprochement des opérations financières, comme mesure principale du dispositif de contrôle interne ;
- l'adoption d'une matrice des approbations qui désigne les personnes, ainsi que les tâches qu'elles sont habilitées à exécuter ;
- les rôles du « Procurement Agent » et du « Fiscal Agent », recrutés par l'Agence MCA-Morocco afin de veiller respectivement à la gestion des opérations de passation des marchés et des opérations financières ;
- l'audit des Fonds de MCC et les obligations de reporting ;
- le processus d'achat et de paiement ;
- les procédures de voyages et de déplacement ;
- les procédures de gestion financière et d'utilisation des actifs de l'Agence MCA-Morocco.



ANNEXE



# **PRINCIPAUX JALONS DE LA MISE EN ŒUVRE DU COMPACT II**



# 2012

**19**  
DÉCEMBRE

Déclaration par MCC de l'éligibilité du Maroc à un deuxième accord de coopération (Compact II).

Lancement d'une analyse des contraintes majeures à la croissance économique au Maroc, confiée par le gouvernement et MCC à la BAD.

**AOÛT**

# 2013

# 2015

**23**  
DU FÉVRIER  
AU  
**17**  
AVRIL

Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour bénéficier du soutien du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

Signature du deuxième programme de coopération (Compact II) par le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC).

**30**  
NOVEMBRE

# 2015

# 2016

**20**  
AVRIL

Adoption du projet de loi n° 05-16 portant approbation de l'accord du Compact par la Chambre des Représentants.

Adoption du projet de loi n° 05-16 portant approbation de l'accord du Compact par la Chambre des Conseillers.

**04**  
MAI

# 2016

# 2016

**24**  
MAI

Création de la Commission Ministérielle Permanente de la Politique Foncière (CMPPF) chargée du pilotage et de la supervision du processus d'élaboration de la stratégie foncière nationale et de son plan d'action, ainsi que de sa mise en œuvre.

Promulgation de la loi n° 05-16 portant approbation du Compact II par le dahir n° 1-16-63 du 24 mai 2016 et sa publication au Bulletin officiel.

**13**  
JUIN

# 2016

Création de l'Agence MCA-Morocco.

**AOÛT**

# 2016







# 2016

14  
SEPTEMBRE

Edition du décret n° 2-16-770, pris en application de la loi n° 24-16 portant création de l'Agence MCA-Morocco et sa publication au BO.

Promulgation de la loi n° 24-16 par le dahir n° 1-16-142 du 25 août 2016 et sa publication au BO.

# 2016

15  
SEPTEMBRE

# 2016

20  
OCTOBRE

Tenue de la première session du Conseil d'Orientation Stratégique (COS) de l'Agence, et approbation de son règlement intérieur, de l'organigramme et du statut du personnel de l'Agence.

Signature, à Marrakech en marge de la COP22, par l'Agence MCA-Morocco d'une convention-cadre, aux côtés des départements ministériels en charge de l'Industrie et de l'Environnement, de la GIZ et du Collectif des Zones Industrielles pour l'Environnement (COZINE), visant à promouvoir la mise en place d'un processus de transition des zones industrielles au Maroc vers des zones industrielles durables.

# 2016

10  
NOVEMBRE

# 2016

06  
DÉCEMBRE

Signature de l'accord relatif aux entités d'exécution des activités « Education secondaire » et « Formation professionnelle » entre l'Agence MCA-Morocco et le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Lancement du 1<sup>er</sup> appel à projets du Fonds de Partenariat de l'Education pour l'Employabilité  
Sélection des établissements scolaires bénéficiaires de l'activité « Education Secondaire » dans la Région Tanger-Tétouan-Al-Hoceima (TTH).

# 2017

29  
DU MAI  
AU 31  
OCTOBRE

# 2016

Lancement de l'appel à projets relatif au Fonds «Charaka» de la formation professionnelle : Phase de présélection.

Rencontres d'information et d'orientation pour la préparation des projets relatifs au Fonds « Charaka » de la formation professionnelle, au niveau des villes de Casablanca, Agadir, de Tanger et de Fès.

14-15  
20-22  
JUIN

# 2017

# 2017

30  
JUIN

Entrée en vigueur du Compact II.





Réunion de lancement de l'assistance technique d'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail.

07  
JUILLET

2017

2017

28  
SEPTEMBRE

Tenue de la 1<sup>ère</sup> réunion du Secrétariat de la CMPPF, qui a été l'occasion d'informer ses différents membres du rôle et de l'approche de l'Agence MCA-Morocco dans l'appui au gouvernement pour l'élaboration de la stratégie foncière nationale et de son plan d'action dans le cadre du deuxième accord de coopération avec MCC.

Saisine du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) par le Chef du Gouvernement pour mener une étude sur la politique foncière de l'Etat et contribuer, ainsi, à la réflexion collective sur cette question pour aboutir à l'élaboration d'une stratégie foncière économiquement efficace et socialement inclusive.

22  
JANVIER

2018

2018

FÉVRIER

Début d'exécution de l'assistance technique pour le développement et la mise en place d'un nouveau système d'entretien et de maintenance des établissements et des équipements scolaires.

Proclamation des résultats de la 1<sup>ère</sup> phase de présélection de l'appel à projets relatif au Fonds «Charaka» de la formation professionnelle.

28-29  
FÉVRIER

2018

2018

05  
FÉVRIER  
AU  
22  
MAI

Élaboration, selon une démarche participative, des 34 PEI des établissements bénéficiaires de l'activité «Education secondaire» au niveau de la Région TTH.

Lancement du deuxième appel à projets du Fonds de Partenariat de l'Education pour l'Employabilité pour les Régions FM et MS.

FÉVRIER  
MAI

2018

2018

06  
DU MARS  
AU  
27  
JUIN

Appel à projets relatif au Fonds « Charaka » de la formation professionnelle : Phase de sélection finale.

Organisation d'ateliers d'assistance technique au profit des candidats dont les projets ont été présélectionnés comme bénéficiaires du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

06  
MARS

2018





Sélection des établissements scolaires bénéficiaires de l'activité « Education Secondaire » dans les Régions FM et MS.

**23&30  
MARS**

2018

Détermination des besoins en équipements informatiques et didactiques des établissements scolaires bénéficiaires du MIAES.

Conception de la stratégie et élaboration des modules de formation du volet pédagogie et management à mettre en œuvre dans le cadre du MIAES.

**AVRIL**

2018

Lancement de l'assistance technique portant sur l'appui au développement de nouveaux modèles d'insertion axés sur le financement basé sur les résultats.

**07  
MAI**

2018

Organisation d'un atelier sur l'adéquation formation/emploi et le PPP dans le domaine de la formation professionnelle au profit des candidats dont les projets ont été présélectionnés comme bénéficiaires du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

**15  
MAI**

2018

Organisation d'un atelier sur les aspects juridiques de la gouvernance des centres de formation professionnelle en mode PPP au profit des candidats dont les projets ont été présélectionnés comme bénéficiaires du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

**12  
JUN**

2018

Tenue d'un atelier interactif en vue d'explorer les mécanismes susceptibles de répondre au mieux aux besoins des parties prenantes en matière de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation des politiques de l'emploi et du marché du travail.

**22  
JUN**

2018

Evaluation/ Due Diligence et négociation avec les porteurs des projets présélectionnés pour le financement du Fonds « Charaka ».

**JUILLET 2018  
FÉVRIER 2019**

2018

Lancement de la 1<sup>ère</sup> action d'appui relative à la conception, au développement et à la maintenance des modules spécifiques au système d'information du Département de l'Education Nationale, en particulier le système « Massar ».

**JUILLET**

2018

Formalisation de la procédure de melkisation optimisée par une circulaire conjointe des ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Signature de l'accord d'exécution relatif à l'activité « Foncier rural ».

**JUILLET**

2018





2018

21  
OCTOBRE

Séminaire de partage d'expériences relatives au processus d'élaboration des PEI dans la Région TTH avec les AREF de FM et MS.

Publication au Bulletin officiel de la loi n° 60.17 relative à la formation continue.

29  
OCTOBRE

2018

2018

26  
NOVEMBRE

Lancement des consultations publiques sur l'impact environnemental et social des opérations de réhabilitation de 34 établissements d'enseignement au niveau de la Région TTH.

Lancement de l'assistance technique pour l'appui au développement, à la mise en œuvre et au suivi des PEI dans les Régions TTH, FM, MS.

30  
JANVIER

2019

2019

05  
FÉVRIER

Approbation, par le COS, de la 2<sup>ème</sup> partie du manuel de procédures du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle.

Atelier sur le partenariat public-privé dans la gouvernance des centres de formation professionnelle.

26  
FÉVRIER

2019

2019

04  
DU MARS  
AU 01  
JUIN

Elaboration, selon une démarche participative, des 56 PEI des établissements bénéficiaires de l'activité « Education secondaire » au niveau des Régions FM et MS.

Lancement de l'appel à projets du Programme Emploi par le Financement Basé sur les Résultats (FBR).

05  
MARS

2019

2019

07  
MARS

Consultation publique sur l'impact environnemental et social du projet de revitalisation et d'extension de la zone industrielle de Had Soualem et du développement d'une nouvelle zone industrielle à Sahel Lakhyayta.







# 2019

01  
DU MARS  
AU 01  
JUILLET

Lancement de l'appel à projets dans le cadre du FONZID.

Sélection finale de 15 projets bénéficiaires du financement du Fonds «Charaka» de la formation professionnelles

MARS

# 2019

# 2019

AVRIL

Nomination de M. Karim Tajmouaati, Directeur général de l'ANCFCC, en tant que coordonnateur national pour la préparation du projet de la stratégie foncière nationale et de son plan d'action.

Lancement de l'appel d'offres relatif à l'optimisation et au renforcement de la sécurité du système d'information «MASSAR» et des capacités de la Direction du Système d'Information (DSI) relevant du DEN.

MAI

# 2019

# 2019

14  
MAI

Signature de la lettre d'implémentation relative au financement du Fonds « Charaka » par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Signature du contrat d'assistance technique pour la mise en œuvre de l'opération de melkisation.

30  
MAI

# 2019

# 2019

DU 15  
MAI  
À FIN  
JUN

Identification, validation et préparation de l'appui prioritaire à fournir à la réforme de la formation professionnelle.

Lancement de l'appel d'offres relatif au développement des capacités et à la conduite de changement au profit des utilisateurs et du personnel en charge du système d'information « MASSAR ».

JUIN

# 2019

# 2019

26  
JUN

Lancement officiel de l'opération pilote de melkisation à titre gracieux de 66.000 hectares de terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation du Gharb et du Haouz au profit d'environ 31.000 ayants droit.

Définition des axes d'appui à la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 60-17 relative à la formation continue.

28  
JUN

# 2019

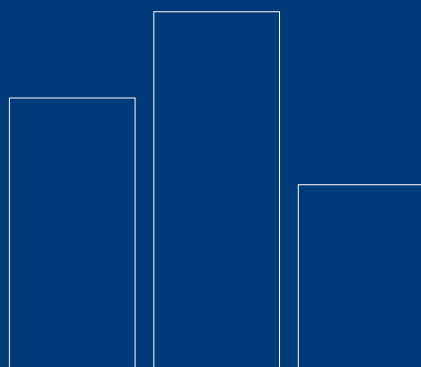




MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT **MOROCCO**

وكالة حساب قعدى الألفية-المغرب





# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

JUIN

MILLENNIUM CHALLENGE COMPACT  
MOROCCO

